



Août 2020



LA SUISSE ET L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT (AID, GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE)

FAITS ET CHIFFRES

Mandat

La mission du Groupe de la Banque mondiale (GBM) consiste à lutter contre la pauvreté et les inégalités dans le monde. Son objectif est de réduire la pauvreté extrême à 3 % de la population et d'augmenter les revenus des 40 % les plus pauvres à l'horizon 2030. Le GBM se compose de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), de l'Association internationale de développement (AID), de la Société financière internationale (SFI), de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI) et du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI). L'AID est le fonds du GBM qui soutient les pays les plus pauvres de la planète.

Institution (GBM)

Présidence : David Malpass (États-Unis)

Siège : Washington D.C., États-Unis

États membres : 189 (IDA: 173)

Nombre de bureaux nationaux : 141

Employés (juin 2020) : 17'557, issus de 170 pays

Date de création : BIRD (1944), SFI (1956), AID (1960), CIRDI (1966), AMGI (1988)

Organes directeurs : le Conseil des gouverneurs est la plus haute instance décisionnelle. Il se réunit deux fois par an pour décider des orientations stratégiques du GBM. Le Conseil des administrateurs, composé de 25 membres, est responsable des activités opérationnelles. Depuis 1992, la Suisse dirige un groupe de vote de neuf États : Azerbaïdjan, Kazakhstan, Kirghizistan, Pologne, Ouzbékistan, Serbie, Suisse, Tadjikistan et Turkménistan.

Suisse

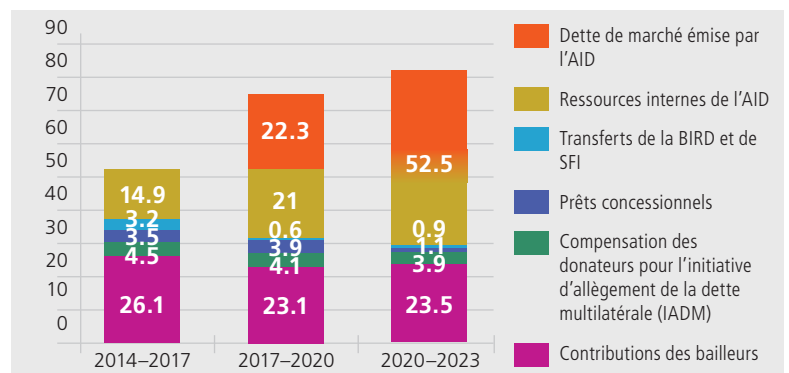
Contribution financière à l'AID : 19^e reconstitution des ressources (2020-2023) : 683 millions de francs (quote-part suisse à la reconstitution : 2,12 %, 10^e contributeur)

Nombre de collaborateurs et de collaboratrices suisses (juin 2020) : 53

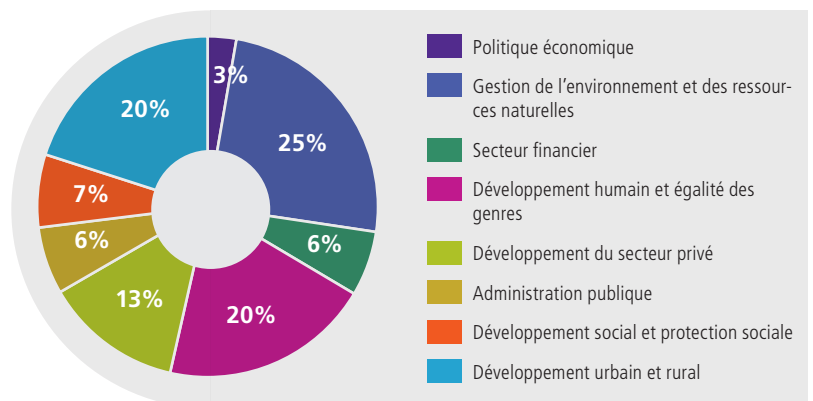
Mandats attribués à des entreprises suisses (2017-2019) : 48 contrats pour un total de 227 millions de francs

Site Internet : ida.banquemondiale.org

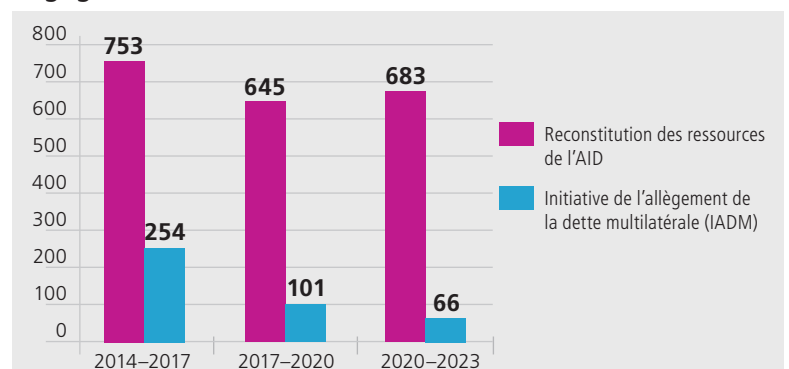
Reconstitution des ressources de l'AID et volume de prêts accordés (en milliards USD)



Prêts de l'AID par secteur (juillet 2018 à juin 2019)



Engagements financiers de la Suisse envers l'AID (en M CHF)

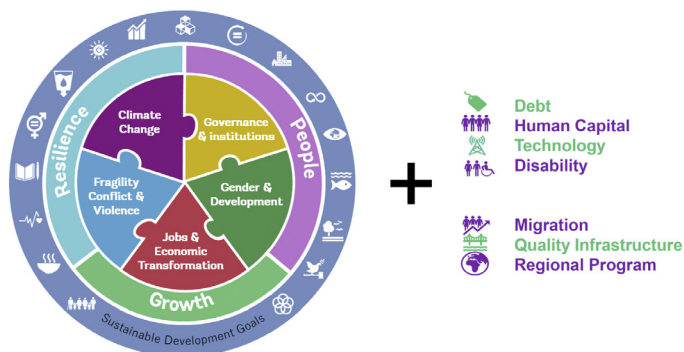


AID

L'Association internationale de développement (AID) est l'institution du Groupe de la Banque mondiale (GBM) qui fournit une assistance aux pays les plus pauvres de la planète. L'AID prête des fonds à des conditions préférentielles (taux d'intérêt très faible, voire nul, délais de remboursement étalés sur de longues périodes) et accorde des avances aux pays présentant un risque de surendettement élevé. Depuis sa création, l'AID a investi 391 milliards de dollars dans 113 pays. L'AID figure parmi les principaux bailleurs de fonds des 74 pays les plus pauvres de la planète et représente le principal donateur pour les services sociaux de base fournis dans ces pays.

IDA19 (2020–2023)

Les négociations menées en vue de la 19e reconstitution des ressources de l'AID (appelé IDA19) pour le cycle de financement 2020-2023 ont permis de réunir la somme record de 82 milliards de dollars. La reconstitution se fonde sur le modèle de financement IDA+ introduit en 2017, qui permet à l'AID de s'endetter sur les marchés financiers et d'augmenter ainsi considérablement le volume de prêts qu'elle accorde pour contribuer plus efficacement au financement de l'Agenda 2030 pour le développement durable. À l'instar d'IDA18, IDA19 met l'accent sur cinq thèmes particuliers : climat ; emploi et transformation économique ; fragilité, conflits et violence ; gouvernance et institutions ; égalité des genres auxquels s'ajoutent désormais des thèmes transversaux tels que la technologie et le numérique, l'éducation et la santé, la viabilité de la dette et la migration.



IDA19 renforce notamment les activités menées dans les pays fragiles en accordant une attention particulière à la prévention des conflits. Des ressources supplémentaires sont en outre destinées à des projets favorisant l'intégration régionale et la gestion des défis transfrontaliers (p. ex. pandémies). Enfin, un nouvel instrument a été développé pour encourager la viabilité de la dette. Cet outil fait dépendre certains versements de l'AID d'une meilleure gestion des dettes par les pays bénéficiaires et permet de renforcer le dialogue avec les pays créanciers.

La Suisse et l'AID

Conformément à la stratégie de coopération internationale 2021-2024, le GBM est l'un des seize partenaires multilatéraux prioritaires de la Suisse et les thèmes particuliers d'IDA19 correspondent pleinement aux priorités que la Suisse s'est fixées en matière de

développement. Actuellement, la Suisse consacre à l'AID la plus grande contribution unique allouée au titre de l'aide publique au développement (APD), témoignant ainsi de la pertinence et de l'importance globale qu'elle reconnaît à l'aide au développement fournie par le GBM. La Suisse a notamment encouragé l'AID à apporter une contribution ciblée à la mise en œuvre et au suivi de l'Agenda 2030, à se fixer des objectifs ambitieux pour atténuer le changement climatique, à renforcer sa collaboration avec d'autres banques de développement et les Nations Unies et à se doter d'instruments efficaces pour promouvoir la viabilité de la dette.

Évaluation des résultats

Comme à chaque reconstitution des ressources, des négociations ont été menées dans le cadre d'IDA19 pour fixer les nouveaux objectifs que l'organisation aimerait mettre en œuvre dans ses activités de soutien. Les 44 objectifs retenus ont été définis selon une approche axée sur les résultats et davantage ciblée sur l'Agenda 2030. Un système solide de suivi des résultats mesure les progrès réalisés, favorise la reddition des comptes et alimente un processus d'apprentissage permanent, contribuant ainsi à améliorer la qualité des programmes de l'AID. Au niveau des pays aussi, l'AID travaille avec des instruments d'analyse et d'évaluation visant à optimiser l'efficacité et l'orientation des projets. Elle publie systématiquement des informations sur les activités déployées et les résultats obtenus : dans l'indice de transparence de l'aide (*Aid Transparency Index*) 2020, elle a obtenu 97 points sur 100, ce qui la place au deuxième rang des organisations de développement en matière de transparence.

SECTEURS THÉMATIQUES DE L'AID



La Banque mondiale est l'une des plus importantes institutions en matière de financement climatique : centrale solaire au Maroc. © Banque mondiale

Climat

Le GBM est la plus grande institution publique active dans le financement climatique en faveur des pays en développement. L'AID aide les pays à faire face au changement climatique et à favoriser un développement à faibles émissions de carbone. Elle encourage l'adoption de solutions favorables au climat et propres à renforcer la résilience face au changement climatique comme par exemple l'amélioration des données et des prévisions météorologiques, la mise en place de systèmes d'alerte précoce, le développement de cultures résistantes à la sécheresse, d'infrastructures résistantes

aux aléas climatiques, et d'assurances contre les catastrophes naturelles. Elle incite en outre les pays à ancrer le changement climatique dans différents secteurs de leur politique intérieure, notamment agricole, fiscale ou énergétique, afin de favoriser un changement systémique. Les projets menés par l'AID aident les pays en développement à exploiter davantage les énergies renouvelables, à pratiquer une agriculture peu gourmande en eau et en produits chimiques et à réduire leurs émissions de CO2 en encourageant les industries à devenir plus performantes et durables, et atténuent les risques de catastrophes.

Exemple de résultat :

Au Bangladesh, **3,8 millions** de ménages ruraux ont accédé à l'énergie solaire entre 2012 et 2017.

Grâce aux positions cohérentes de la Suisse ainsi qu'à l'action coordonnée qu'elle mène avec d'autres pays donateurs, la plupart des stratégies pays du GBM placent désormais le changement climatique au rang de priorité. La Suisse réaffirme son engagement dans le domaine climatique en participant à des initiatives telles que le Dispositif mondial de prévention des catastrophes et de relèvement (*Global Facility for Disaster Reduction and Recovery, GFDRR*), dont l'action intègre davantage la prévention des catastrophes dans le travail du GBM, et le Programme d'assistance à la gestion du secteur énergétique (*Energy Sector Management Assistance Program, ESMAP*), où le financement suisse se concentre sur l'efficacité énergétique dans les villes et sur les réformes des subventions aux énergies fossiles.

Emploi et transformation économique

D'ici à 2030, il faudra créer environ 20 millions d'emplois supplémentaires par an dans les pays bénéficiaires de l'AID pour empêcher le chômage de progresser. La crise liée au coronavirus a encore aggravé la situation. Pour les populations pauvres et défavorisées, l'évolution des opportunités d'emploi vers des activités à plus forte productivité constitue le principal moyen pour sortir de la pauvreté. Les projets financés par l'AID contribuent à créer un cadre plus propice aux entreprises et à améliorer la situation en termes d'inclusion, de mobilité, de sécurité sociale et de formation professionnelle. Le Guichet de promotion du secteur privé d'IDA19 représente également une opportunité importante pour créer davantage d'emplois plus qualifiés dans les pays de l'AID.

Exemple de résultat :

Au Yémen, pays déchiré par la guerre, les projets de l'AID ont permis à plus de 300 000 personnes d'effectuer **6,8 millions** de jours de travail entre 2016 et 2018.

La Suisse soutient activement l'action du GBM en faveur de l'emploi et des réformes économiques, et encourage ce dernier à mettre un accent particulier, dans ses stratégies pays, sur la création d'emplois de qualité. Elle complète le dialogue institutionnel par des interventions financières ciblées, notamment en faveur de l'initiative *Better Work* de la SFI et de l'Organisation internationale du travail (OIT), qui contribue à améliorer les normes de travail dans les pays de l'AID.

Fragilité, conflits et violence

Près de la moitié des personnes les plus démunies de la planète vivent dans des pays fragiles ou affectés par des conflits, et leur nombre est à la hausse. Jamais, depuis la Seconde Guerre mon-

diale, il n'y a eu autant de personnes contraintes de fuir leur foyer qu'aujourd'hui. L'AID s'attache dès lors à renforcer son action dans les pays fragiles et à concentrer ses projets sur la gestion précoce des causes de conflit. Elle soutient, entre autres, l'inclusion sociale et l'accès à l'éducation et à la santé pour les groupes marginalisés.

Exemple de résultat :

45'000 comités de développement local démocratiquement élus ont été soutenus en Afghanistan pour assurer la mise en œuvre de plus de 122 000 projets de développement.

En 2020, le GBM a adopté une stratégie quinquennale pour les activités qu'il déploie dans les contextes fragiles. La Suisse a activement participé à l'élaboration de cette stratégie et joué un rôle déterminant dans la définition de son orientation. Des aspects chers à la Suisse, tels que la prévention, une coopération étroite avec les acteurs des Nations Unies et les banques régionales de développement ainsi qu'un renforcement des activités de terrain du GBM dans les pays fragiles, ont été pris en compte. La Suisse suit désormais la mise en œuvre de cette stratégie au niveau des pays. La Suisse figure parmi les premiers donateurs d'initiatives telles que le *State and Peacebuilding Fund* du GBM, qui a grandement influencé le travail mené par la Banque mondiale dans des contextes fragiles.

Gouvernance et institutions

Pour assurer sa prospérité, un pays doit être doté d'institutions solides, capables de créer un environnement propice à la croissance du secteur privé, de réduire la pauvreté, de lutter contre la corruption et de renforcer la confiance des citoyens et des citoyennes dans les services publics. Pour ce faire, il doit non seulement veiller à une gestion responsable des affaires publiques, mais aussi mobiliser les ressources nécessaires pour assurer des services publics de qualité. De nombreux pays de l'AID perçoivent des recettes fiscales nettement inférieures à ce dont ils auraient besoin pour financer les fonctions essentielles de l'État. À cela s'ajoute souvent une aggravation de leur situation en matière d'endettement. L'AID aide les gouvernements à améliorer la gestion de leurs institutions et finances publiques, à mieux s'acquitter de leur obligation de rendre des comptes et à renforcer leur collaboration avec la société civile.

Exemple de résultat :

95,3% des départements gouvernementaux du Rwanda ont remis des rapports financiers mensuels en 2017, contre 40 % en 2014

Parmi les axes d'intervention de l'AID que la Suisse juge prioritaires figurent le renforcement de la gestion des finances publiques, la mobilisation des recettes fiscales domestiques, l'amélioration de la gestion de la dette et la lutte contre les transferts financiers illégaux. La Suisse est un contributeur de longue date du Programme relatif aux dépenses publiques et à la responsabilité financière (*Public Expenditure and Financial Accountability, PEFA*) et a effectué des analyses PEFA dans plusieurs pays en partenariat avec la Banque mondiale. Elle se mobilise en outre pour mettre fin aux refuges pour les fonds issus de la corruption en soutenant l'initiative pour le recouvrement des avoirs volés (*Stolen Asset Recovery Initiative, StAR*) lancée conjointement par les Nations Unies et la Banque mondiale.

Genre et égalité des sexes

Bien que des progrès aient été réalisés ces dernières années en matière d'égalité des genres, de grandes disparités subsistent en

ce qui concerne l'accès à l'éducation, aux soins de santé et aux marchés du travail. L'AID s'emploie à remédier à ces inégalités de traitement entre hommes et femmes en veillant notamment à améliorer les soins de santé dispensés aux femmes, à favoriser l'accès de celles-ci aux services numériques, à développer leurs perspectives en matière de revenus et de propriété foncière et à ancrer la lutte contre la violence sexiste dans les systèmes de santé et d'éducation.

Exemple de résultat :

Au Népal, **58%** des accouchements enregistrés en 2017 ont eu lieu avec l'assistance de professionnels de la santé, contre 36 % en 2011

La Suisse accorde une grande importance à la question de l'égalité entre hommes et femmes et se mobilise pour que la dimension du genre soit systématiquement intégrée dans les projets de l'AID. Elle s'engage en outre en faveur d'un partenariat plus étroit avec les Nations Unies et d'autres acteurs du développement, notamment dans les domaines du diagnostic, de la planification et de la budgétisation, ainsi que de la collecte de données spécifiques au genre. En outre, la Suisse soutient le Mécanisme général de financement pour l'égalité de genre (*Umbrella Facility for Gender Equality*, UFG), un dispositif de la Banque mondiale qui finance des projets novateurs et démontre les bénéfices que les mesures en faveur de l'égalité des genres produisent en termes de développement, contribuant ainsi à augmenter les demandes d'intervention en faveur de mesures politiques plus efficaces.

D'autres résultats de projets de l'AID sont disponibles sur le site : <https://ida.worldbank.org/results>.

DÉFIS POUR L'AID

L'AID doit relever plusieurs défis de taille pour atteindre les deux objectifs poursuivis par le GBM, à savoir l'éradication de la pauvreté et la prospérité pour tous.

La crise liée au COVID-19 frappe durement les pays en développement aux niveaux sanitaire, social et économique. Des centaines de millions d'emplois sont menacés et quelque 70 à 100 millions de personnes risquent de replonger dans la pauvreté extrême. L'AID, qui est l'une des plus importantes sources de financement et de connaissances pour les pays les plus pauvres, doit contribuer de manière décisive à la gestion de la crise. En même temps, elle s'attache à endiguer les problèmes sanitaires, sociaux et économiques qui en résultent et à garantir la reconstruction de systèmes résistants et durables, qui puissent contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable de l'Agenda 2030.

Par ailleurs, elle doit veiller à ce que la dette de ses pays partenaires reste viable, un défi exacerbé par la crise liée au COVID-19. La viabilité de la dette est importante pour le développement des pays concernés, mais pas uniquement. Outre des contributions de donateurs et des remboursements de prêts, le modèle financier de l'AID est en effet tributaire de la confiance des marchés internationaux des capitaux.

De plus, en axant son travail sur les situations de fragilité, l'AID s'expose à des risques accrus en matière de résultats : il est complexe et délicat de travailler dans de tels contextes où les aléas sont souvent

plus nombreux. L'AID doit donc agir avec davantage de souplesse, renforcer sa présence dans les pays et nouer des partenariats efficaces avec des organisations des Nations Unies, les banques de développement et la société civile.

Enfin, de fortes pressions s'exercent pour que l'AID axe son action sur le développement du secteur privé dans les pays qu'elle soutient. Cela implique non seulement d'instaurer un partenariat efficace avec la SFI et la AMGI pour mettre en œuvre le nouveau guichet de promotion du secteur privé d'IDA18, mais aussi de veiller à ce que les pays d'intervention de l'AID bénéficient de conditions-cadre adéquates et d'un climat propice aux affaires, qui permettent au secteur privé de s'épanouir.

COMMENT LA BANQUE MONDIALE AIDE-T-ELLE LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT À FAIRE FACE À LA CRISE LIÉE AU COVID-19 ?

Le GBM est un partenaire clé des pays en développement pour la gestion des conséquences sanitaires, économiques et sociales de la pandémie. Il a réagi à la crise de manière rapide et globale. Dès la mi-mars 2020, il a adopté un premier paquet d'aide d'urgence à hauteur de 14 milliards de dollars. Ces fonds ont aidé les pays en développement à contenir la pandémie et à renforcer leurs systèmes de santé, et permis d'accorder des prêts d'urgence aux entreprises pour préserver les emplois. Pour faire face aux conséquences de l'épidémie à moyen terme, la Banque mondiale met à disposition, jusqu'à mi-2021, un montant maximal de 160 milliards de dollars (dont plus de 50 milliards proviennent de l'AID). Ces fonds sont destinés à sauver des vies, à éviter que des personnes pauvres et particulièrement vulnérables ne retombent dans la pauvreté extrême, à soutenir l'emploi et les entreprises et à promouvoir les réformes visant à reconstruire des économies durables et résilientes. La mise en œuvre de cette aide financière sera accompagnée par les connaissances techniques et l'expertise de la Banque mondiale.



La Banque mondiale aide les États à lutter contre les conséquences sanitaires, sociales et économiques de la pandémie de COVID-19 : centre de dépistage à Madagascar. © Banque mondiale

Contact

SECO Coopération multilatérale :

info.wemf.cooperation@seco.admin.ch

DDC Division Institutions globales :

global.institutions@deza.admin.ch